

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 21 (2005)

Buchbesprechung: Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

COMPTES RENDUS

Pierre JENNY, *Du noir au rouge. La mémoire ouvrière fribourgeoise à travers la vie et les écrits de Joseph Meckler (1870-1914), Fribourg, Aux sources du temps présent, 2005, 261 p.*

Les grandes étapes qui mènent à la création du Parti socialiste de la ville de Fribourg ont déjà été bien balisées, par les travaux d'Alain Meyer, entre autres. Il y a d'abord l'apparition de plusieurs associations ouvrières dans les années 1870, dont la Société ouvrière des Arts et Métiers (1873) ou la section fribourgeoise de la Fédération jurassienne (1875), les plus connues. Proches du Parti radical – l'un des dirigeants de la Société ouvrière des Arts et Métiers est Adolphe Fraisse, conseiller communal radical –, ces associations se débattent contre la concurrence de sociétés ouvrières catholiques qui ne manquent pas de moyens, étant donné leur proximité avec le pouvoir conservateur. En 1884, le Cercle des Travailleurs prend le relais des premières associations essouffées. C'est lui qui organisera à Fribourg les manifestations du Premier Mai si importantes pour la propagation du socialisme en Suisse romande. En 1890, le Cercle décide crânement de manifester en pleine semaine (certains, plus prudents, auraient préféré fêter le Premier Mai le dimanche 4), mais il s'en tient à un simple meeting... Les années suivantes, on osera le cortège défilant en pleine journée dans les rues de la ville. La décennie 1890 voit les premières frictions sérieuses avec le Parti radical, sur la question des logements et de l'impôt notamment, mais il faut attendre 1904 pour qu'intervienne la rupture. Le Parti socialiste de Fribourg est créé l'année

suivante, initialement simple fédération faîtière des diverses associations ouvrières de la ville qui a pour fonction de mettre sur pied une liste socialiste pour les élections au Conseil général. Les tiraillements idéologiques entre les diverses associations retarderont son baptême d'un an encore, le Parti ne disposant de statuts et n'adhérant au Parti socialiste suisse qu'en 1906.

Dans son ouvrage, Jenny n'apporte pas grande modification à ce schéma général. Fribourg s'inscrit ici, avec un léger décalage chronologique, dans une évolution qui est celle de tout le socialisme romand, marqué par ces quelques phénomènes importants, plusieurs fois mis en évidence par Marc Vuilleumier : la faible industrialisation, la longue sollicitude ambiguë des radicaux et la difficulté à s'en émanciper, le rôle cristallisant décisif de la fête du Premier Mai. Plus étonnant, le poids de l'anarcho-syndicalisme dont on connaissait l'influence dans les cantons de Genève et Vaud, du Valais aussi avec la personnalité de Clovis Pignat qui a longtemps fait barrage aux projets de Karl Dellberg, mais qu'on ne soupçonnait pas si prégnant à Fribourg.

Ce qui fait la force et tout l'intérêt de ce livre tient donc à autre chose : la contextualisation fine et le quotidien militant. En insérant ce mouvement ouvrier longtemps balbutiant dans son contexte fribourgeois, Jenny montre bien les agressions auxquelles il doit faire face mais aussi la concurrence qui engluie le développement d'une conscience de classe. On a souvent relevé la guillotine sèche des listes noires patronales ou les procès d'intimidation, et le pouvoir conservateur fribourgeois ne fait pas ici exception. Pourtant ce pouvoir n'utilise pas que la force, il sait jouer de la persuasion : dès les années 1870, il met sur

pied toute une série d'associations ouvrières à vocation paternaliste et charitable (section de l'Union ouvrière catholique de Suisse romande, Maison ouvrière de l'Auge, Cercle de la Concorde, etc.) qui peuvent offrir soutien financier, facilité d'instruction ou de logement, voire place de travail contre un vote et un comportement « corrects ». Pour résister à cette machine de guerre, l'alliance avec les radicaux est nécessaire, mais la fraternelle accolade radicale est une accolade qui étouffe. De ce côté-ci, malgré une relative et partielle convergence idéologique, le mépris pour le prolétaire n'est pas moindre, qui se manifeste par le doublé jeu et les promesses jamais honorées. Relevons-le au passage parce que cela nuance certaines affirmations historiques : du côté bourgeois, Jenny le montre bien, il y a plus de mépris que de peur. Pour preuve: au tournant du XX^e siècle, les conservateurs catholiques de Fribourg, à l'image des conservateurs protestants de Lausanne du reste, n'hésitent pas à proposer des apparentements électoraux aux socialistes contre les radicaux. Ce que l'on craint alors, c'est le socialisme, pas les socialistes.

Et pourtant ces socialistes ont la foi chevillée au corps, tel Joseph Meckler, l'ouvrier cheminot que l'on suit au travers des diverses organisations fribourgeoises auxquelles il adhère. Convaincu que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », il milite inlassablement, écrit des articles, donne des conférences, cherche à convaincre et à encourager, confiant dans la raison et l'instruction. Il paie cette activité au prix fort ; simple manœuvre, il n'aura jamais l'avancement auquel son ancienneté lui aurait donné droit, et ses opinions politiques lui coûtent sa retraite. À lire ce parcours, on ne peut s'empêcher

de penser au fameux mot de Péguy dans *Notre jeunesse* : « La mystique, c'est quand on mourrait pour la république, la politique, c'est maintenant qu'on en vit ». Meckler, un « mystique » du socialisme ? L'étiquette l'aurait fait sourire. Mais ce n'est pas le moindre mérite de Jenny que de rappeler cette dimension humaine des débuts du mouvement ouvrier.

ALAIN CLAVIEN

* Pour commander cet ouvrage mal distribué en librairie, contacter la Chaire d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg, tél. 026 300 97 61 ou courriel : martha.moor@unifr.ch

Corinne Dallera et Nadia Lamamra,
Du salon à l'usine, vingt portraits de femmes, Lausanne et Le Mont-sur-Lausanne, Coédition CLAFV-ADF-Ouverture, 2003, 327p.

Commandé dans le cadre du bicentenaire du Canton de Vaud, quand les organisateurs de la commémoration se sont avisés qu'au seuil du 3^e millénaire il était politiquement correct d'y associer la majorité de la population, ce livre séduit par sa liberté de ton et par l'originalité de l'approche historique. Dans les brefs délais qui leur étaient impartis, les deux historiennes n'ont pas eu la disponibilité de remonter aux sources et ont dû limiter leurs recherches à la littérature historique, aussi leur apport innovant réside-t-il dans la manière de proposer à travers ces 20 portraits une histoire de la condition féminine.

L'aspect biographique est traité de façon rapide pour situer la personne dans son temps et dans son milieu, et c'est le champ de ses activités qui est principalement exploré, tout en relevant les limites que la

société ou elle-même ont mises à l'exercice de ses compétences, à la réalisation de ses aspirations, du fait de son statut de femme. Par la force des choses, les 20 femmes retenues, dont les années actives correspondent aux 200 ans du Canton, ne représentent pas l'ensemble de la population féminine – le monde rural est laissé de côté – mais la petite minorité de citadines qui se sont distinguées en tant qu'artistes, intellectuelles, ouvrières et pour l'une d'elles domestique. Du point de vue de leur ancrage dans les grands courants idéologiques, elles sont pour la plupart des libérales ou des femmes de gauche. Les premières ont réussi à atteindre la notoriété grâce au soutien de leur famille et à leur appartenance à la culture dominante, telles Hélène de Mandrot, la mécène du cercle de La Sarraz, ou Cécile Biéler-Butticaz, première romande à obtenir un diplôme d'ingénieure en électricité (1907) ; les secondes se sont fait un nom en luttant contre les inégalités de la société libérale, telle Lucy Dutoit, pionnière de la lutte pour le suffrage féminin, ou les cigarières en grève de la fabrique Vautier à Orbe. Entre ces deux groupes les femmes de la tradition radicale ont, semble-t-il, comme les paysannes, été vouées à l'oubli promis par le conformisme de leur milieu. Relevons encore que plusieurs d'entre elles ont bénéficié de contacts avec l'étranger, comme Jeanne Huc-Mazelet, qui, devenue préceptrice à la Cour de Russie, anime de retour au pays un salon fréquenté par les élites du nouveau canton, ou comme Alice Bailly qui en 1906 rejoint la petite «colonie suisse», côtoyant les avant-gardes picturales de Montmartre dont elle sera l'ambassadrice en terre romande.

Reste à savoir comment ces femmes ont vécu leur condition et les inégalités qui en découlaient. Corinne Dallera et

Nadia Lamamra soulignent à de nombreuses reprises les contraintes et les handicaps qui parsemaient leur route, leur détermination à les surmonter ou les renoncements auxquels elles ont dû consentir. Elles fournissent également de précieuses informations sur les filières de formation qui étaient alors réservées ou concédées aux femmes. Le portrait de Marthe Guignard-Berche est exemplaire à cet égard: première femme membre de l'Orchestre symphonique de Lausanne en 1915, violoniste de surcroît alors que le piano et la harpe étaient seuls considérés comme des instruments féminins, elle connut une vie matérielle précaire et n'obtint ni les facilités, ni la reconnaissance dont un homme aurait bénéficié à sa place.

Nos deux historiennes constatent également que nombre de ces femmes ont intériorisé les valeurs sexistes de leur époque, inculquées par l'éducation et normalisées par les pratiques sociales. Ainsi Rosalie de Constant a-t-elle volontairement restreint l'exercice de ses nombreux talents à la sphère privée, et l'herbier qui l'a rendue célèbre fut une révélation posthume; Caroline Olivier-Ruchet a renoncé en grande partie à ses activités de plume, vu les difficultés financières du couple et pour permettre à son mari de vivre chichement de la sienne. Plus près de nous, Charlotte Muret-Haët et Marie-Claude Leburgue ont été de très actives suffragistes et ont vu leurs efforts récompensés quand les citoyens vaudois ont octroyé le droit de vote aux femmes en 1959. Il n'empêche que la conseillère communale popiste ne s'est jamais démarquée de son idéalisation de la société soviétique qui a maintenu les femmes dans des emplois subalternes et les a écartées des sphères du pouvoir, et l'éminente femme de radio a

conduit sa carrière et exercé ses prérogatives hiérarchiques sur un modèle tout ce qu'il a de plus masculin.

Du salon à l'usine est en conclusion un livre alerte et instructif, qui a évité les pièges de l'ouvrage commémoratif. Les 20 femmes présentées ne forment pas une galerie des ancêtres destinée à la poussière, mais elles ne font que précéder quelque deux cents consœurs, énumérées à la fin du livre dans une sorte d'envoi, qui n'attendent qu'un rendez-vous avec une ou un biographe.

MICHEL BUSCH

Christian Favre, *La Suisse face aux Jeux Olympiques de Berlin 1936*, Fribourg, Aux sources du temps présent, 2004.

Cette intéressante recherche (mémoire de licence présenté en 2003) commence par un historique du Comité Olympique suisse (COS) qui est né en 1912 et dont le développement a été favorisé par l'établissement du CIO à Lausanne en 1915. Concernant la participation de la Suisse aux Jeux de Berlin, le COS fit preuve de myopie face à ses enjeux idéologiques et aux manipulations du régime. L'auteur l'explique par la personnalité de ses trois hommes-clés, François Messerli, William Hirschy et Godefroy de Blonay. Les deux premiers étaient d'une grande naïveté en matière de politique et avaient une confiance aveugle dans les valeurs du sport; quant au troisième, son attitude s'inscrivait «dans la ligne fascisante et nationaliste qui est celle de la plupart des dirigeants du CIO au cours des années 30. L'engagement de bon nombre d'entre eux en faveur des Jeux de Berlin traduit leur admiration pour la discipline et l'ordre symbolisés par le IIIème Reich».

Ultérieurement cette encombrante dérive du CIO sera mise sur le compte de son seul président, le comte Henri Ballet-Latour, qui, il est vrai, «n'a jamais caché ses sympathies pour l'Allemagne» (p.62). A l'opposé de ces genuflexions plus ou moins idéologiques, l'auteur souligne la ferme attitude antifasciste (doublée d'une critique de la «militarisation» des sociétés sportives suisses) de la Fédération ouvrière suisse de gymnastique et du sport (SATUS) dans un chapitre d'une bonne vingtaine de pages, intitulé «La voix de la dissidence». Ces positions feront l'objet d'une première tentative de mise au pas en avril 1932, lors d'une entrevue avec le Conseiller fédéral Minger, chef du Département militaire. Ce dernier propose sans ambages la poursuite de la modeste subvention accordée à la SATUS en échange de sa rentrée dans le rang. La réponse ne pouvait qu'être claire et se traduit par la conclusion d'une nouvelle convention entre la SATUS et le Parti socialiste suisse. Ceci «explique» la suppression de l'aide fédérale par le Conseil des Etats en décembre 1932, suivi par le Conseil national six mois plus tard.

Il s'ensuit une longue polémique dont un épisode est, en juin 1935, le surprenant refus du Conseil national d'allouer une subvention au COS pour sa participation aux Jeux de Berlin. Il faut dire qu'entre temps la SATUS et la gauche, quoique de façon moins combative, avaient pris position en faveur du boycott des Jeux, voire contre «le sport bourgeois». C'était sans compter avec les pressions allemandes qui eurent vite fait de calmer les quelques frondeurs du camp bourgeois, et quand le Conseil des Etats eut naturellement voté la subvention, le Conseil national revint sur sa première décision. Ainsi était oublié

l'émoi qu'avait provoqué l'épuration d'athlètes qualifiés d'«opposants» au régime et surtout de juifs dans les sociétés sportives allemandes.

Conséquence de l'éclatement de la guerre civile espagnole, en juin 1936, la douloureuse annulation des Olympiades Populaires prévues à Barcelone pour «faire de l'ombre aux Jeux de Berlin» (p.159) sonne pratiquement le glas de l'opposition. Les Jeux, immense caisse de résonance du régime nazi, pourront de ce fait être ouverts par Hitler le 1^{er} août, sans qu'aucun nuage ne vienne troubler la cérémonie.

CLAUDE CANTINI

Gérald et Silvia Arlettaz, *La Suisse et les étrangers, Lausanne, Antipodes et Société d'Histoire de la Suisse romande, 2004, 167p.*

Chacun le sait, mais ils sont légion à vouloir l'ignorer, le droit suisse sur la nationalité est un vestige de l'Ancien régime. La République helvétique en avait amorcé une définition moderne, mais l'Acte de Médiation a restitué cette compétence aux Cantons. La Constitution de 1848 concède aux conservateurs cette tradition, ce qui entraîne que l'octroi de la citoyenneté dépend du bon vouloir des communes bourgeoises, privant ainsi, jusqu'à ce jour, l'Etat fédéral d'un instrument indispensable à une gestion éclairée des flux migratoires. Dans ces limites constitutionnelles, le pouvoir suisse va œuvrer pragmatiquement, arbitrant entre les fluctuations de l'opinion face aux étrangers et les besoins en main-d'œuvre des organisations patronales.

La Suisse et les étrangers offre une excellente synthèse de cette pratique. L'ouvrage s'organise autour de deux

exposés d'une quarantaine de pages chacun, le premier consacré à la politique libérale des années 1848-1914. La seconde partie souligne la rupture opérée par la Grande Guerre et décrit le climat de peurs et de repli dans lequel s'élabore la Loi sur les étrangers de 1931, mise en vigueur deux ans plus tard. Encadrant ces deux points forts, un aperçu démographique renseigne le lecteur sur l'importance et l'ancienneté de la présence des étrangers sur le sol helvétique, alors que les dix pages de conclusions font ressortir qu'après le deuxième conflit mondial le Conseil fédéral et le Parlement ont poursuivi la même politique défensive et opportuniste, contribuant à ancrer dans les mentalités, sous des fards divers, les valeurs nationalistes et xénophobes des années 20 et 30.

Durant le troisième quart du XIX^e, les radicaux, fidèles à l'esprit du «Printemps de peuples» qui fait naufrage partout ailleurs en Europe, mettent en place le refuge et le proposent comme une des composantes de l'identité nationale en formation. La Suisse est alors à la fois terre d'émigration et d'immigration. La population rurale excédentaire cherche, souvent outre-mer, des terres libres où s'installer, et la construction des chemins de fer et l'industrialisation font appel à une main-d'œuvre qui fait défaut au pays. Les Cantons, souverains pour l'octroi des permis d'établissement, assimilent les étrangers aux Confédérés qui ne résident pas dans leur canton d'origine. Quant aux naturalisations, si les procédures varient d'une région à l'autre, elles n'exigent pas des candidats une assimilation préalable.

Dès les années 80 et dans le contexte européen de montée des nationalismes ou des impérialismes, cette politique libérale est battue en brèche. Les facteurs indigènes sont multiples. On se limitera

ici à évoquer l'augmentation massive de la population étrangère, l'ambivalence du mouvement ouvrier face à cette concurrence sur l'emploi et la virulence du discours conservateur qui considère le socialisme et l'anarchisme comme des idéologies apportées par l'étranger et de nature à corrompre «l'esprit suisse». Berne va donc s'impliquer dans le débat, d'autant plus que la Constitution de 1874 a étendu ses prérogatives administratives et élargi sa mission au domaine social. Ainsi, dès 1880 le Bureau fédéral de la statistique analyse plus précisément l'évolution et la diversité de l'immigration, et la mise en place d'une assurance maladie et accident pour les travailleurs pose la question de l'égalité de traitement pour la main-d'œuvre étrangère. Dans les allées du pouvoir, plusieurs personnalités d'horizons politiques différentes envisagent d'introduire dans la législation un peu de «jus soli» en faveur des étrangers nés en Suisse. Ces velléités progressistes seront vite balayées par l'éclatement de la guerre.

La grande mêlée européenne, en favorisant le nationalisme et l'exaltation du Sonderfall helvétique symbolisé par la neutralité, permet l'émergence d'intellectuels conservateurs qui s'attachent à définir une culture spécifiquement suisse, menacée par l'invasion étrangère. C'est de ces années que date le concept de l'«Überfremdung» et que les étrangers se voient qualifier d'«indésirables». Ce discours xénophobe, voire franchement raciste, a l'avantage de masquer l'accroissement du fossé social causé par la conjoncture de guerre et de maintenir sous le contrôle de l'élite économique la petite bourgeoisie paupérisée. Parallèlement, la Révolution russe et la Grève générale de 1918 permettent de renforcer l'amalgame entre la contestation

intérieure et la menace extérieure. Le Parti radical, qui a perdu une partie de sa base populaire avec la création du Parti agrarien, s'aligne sur ces positions réactionnaires pour éviter une plus grande hémorragie de ses troupes, tout en cherchant à préserver les intérêts du patronat qui ne peut se passer d'une main-d'œuvre extérieure. La loi de 1931 découle de ce double impératif et intervient paradoxalement au moment où l'immigration est en pleine décrue.

Gérald et Silvia Arlettaz procèdent ensuite à l'analyse de la loi et en montrent les implications et les conséquences. Parmi celles-ci, une sorte de légitimation de la xénophobie dont va pâtir la tradition du refuge, et l'opinion sera induite à la confusion entre immigration et asile. La désormais célèbre formule «la barque est pleine» en est une illustration parmi d'autres.

Ajoutons aux qualités de cet ouvrage un support iconographique judicieux et l'ajout d'un dossier documentaire d'une quinzaine de pages. Terminons par deux remarques suggérées par l'actualité :

- *La Suisse et les étrangers* paraît opportunément au moment où la Loi de 1931 doit être révisée; il est douteux qu'il soit devenu le livre de chevet des parlementaires, mais on peut imaginer qu'ils pourraient y découvrir qu'il est possible d'être loyal aux traditions nationales sans sombrer dans la xénophobie.

- Le dossier documentaire met en évidence la filiation entre les «Helvétistes alpicoles» du début du siècle et les ténors de l'UDC; cependant il était impensable qu'à l'époque un Gonzague de Reynold devînt Conseiller fédéral, alors que Christophe Blocher l'est devenu avec le soutien de ceux qui se targuent d'être les héritiers de 1848.

MICHEL BUSCH

Virginie Balet, *La Verrerie de Monthey : Ouvriers, patrons et syndicats, 1824-1933*, Fribourg, Ed. Faim de siècle, 2005, 204 p.

Lancée en 1824, la verrerie de Monthey est à ses débuts une entreprise «étrangère»: ses patrons et propriétaires sont des Savoyards, ses ouvriers verriers, des spécialistes venus principalement de France voisine, mais aussi d'Italie, de Hollande ou de Prusse. Seuls les postes non qualifiés sont confiés à des Valaisans. La ville a été choisie pour son emplacement géographique: présence de la Vièze fournissant l'énergie hydraulique, proximité du port du Bouveret et du lac pour le transport des produits lourds, comme le sable nécessaire à la fabrication du verre, richesse des forêts environnantes, dispensatrices du bois nécessaire au fonctionnement des fours.

Le caractère «étranger» de la verrerie s'estompe rapidement. Les propriétaires fréquentent les familles bourgeoises locales et quelques mariages viennent renforcer les connivences de classe. En 1840, la naturalisation parachève le mouvement d'intégration de ce côté-ci. Du côté ouvrier, la situation est différente. Les verriers forment une élite ouvrière hiérarchisée et consciente de sa valeur; ils sont très recherchés par les entreprises et plusieurs d'entre eux mènent une vie de nomade célibataire, passant d'un lieu à l'autre au gré des engagements et des envies. Seuls quelques-uns d'entre eux s'installeront à Monthey. L'embauche des verriers au début de chaque «campagne» de fabrication est du reste l'un des soucis principaux de la direction. On initie peu à peu des ouvriers de la région aux secrets du métier, mais il faut compter avec la résistance corporatiste d'une profession dans laquelle, traditionnellement, seuls

les fils de verriers peuvent devenir verriers; et puis, à peine formés, plusieurs Montheyans ont tendance à profiter de leur bagage technique tout neuf pour s'en aller voir d'autres horizons, ce qui désole des patrons prompts à stigmatiser cette «ingratitude». C'est pour lutter contre ce nomadisme que la Verrerie propose bientôt, chose rare en Suisse romande, des logements à l'intérieur de l'enceinte de l'usine, bon marché souvent, dans l'espoir de fixer l'un ou l'autre de ces si précieux ouvriers qualifiés. Dès les années 1870, la petite cité ouvrière comptera une trentaine de logements qui ne sont plus alors réservés aux seuls verriers.

L'entreprise marche bien, elle compte environ 70 ouvriers dès les premières années et plusieurs de ses produits sont distingués lors d'expositions nationales. Pourtant, au début des années 1860, une querelle au sein des familles dirigeantes entraîne la faillite juridique de la Verrerie. Alexis Allet, le nouvel homme fort du canton, en profite pour la racheter et placer à sa direction quelques amis politiques, conformément à ce qui sera le principal souci de son règne. Ils conduiront rapidement l'entreprise à sa perte. Mais entre-temps, en 1862, deux associés de l'ancienne Verrerie liquidée, François Contat et Jean Trottet, ont reconstruit, toujours à Monthey, une nouvelle usine. Forts de leur expérience et de leur carnet d'adresses, ils en font en quelques années une affaire à nouveau florissante. Dès 1880, la nouvelle verrerie emploie plus de 200 personnes. Au début du siècle, le vent tourne; entre 1905 et 1910, les chiffres passent au rouge, et après la courte parenthèse de la guerre et ses dividendes confortables, l'entreprise entame une longue agonie. Elle ferme ses portes en 1933.

L'auteure propose quelques explications à ce brutal revirement de fortune. Cause externe, la création, au début des années 1890, des verreries de Bülach (ZH) et de Wauwil (LU) constitue une concurrence sérieuse pour Monthey qui livre beaucoup en Suisse alémanique. Vingt ans plus tard, la création de la verrerie de Saint-Prex rend le marché encore plus tendu. Mais ce sont surtout des causes internes qui entraînent le déclin. L'histoire de l'entreprise illustre de manière presque caricaturale les limites de la gestion familiale: bénéfices largement distribués, réticences face aux investissements, vieillissement de la direction qui ne voit pas les temps changer, laxisme avec les employés supérieurs dont les postes sont monopolisés par des membres de la famille pas toujours compétents qu'il est inimaginable de renvoyer. Enfin, il y a la question ouvrière et sa gestion patronale, problème auquel l'auteure accorde une large place. C'est vers le tournant du siècle que les ouvriers de la Verrerie commencent à développer une conscience de classe. Cette évolution est vraisemblablement liée au fait que Monthey, longtemps bourgade rurale, est alors devenu une petite ville industrielle, puisque plusieurs fabriques importantes y ont été installées au cours des années 1880 et 1890: il y a donc une concentration prolétarienne propice à une prise de conscience. En 1894, un syndicat est créé par des ouvriers de la Verrerie, mais il meurt rapidement, faute d'avoir pu convaincre de son utilité. En 1906, dans une ambiance marquée par les nombreuses grèves qui se succèdent depuis quelques années en Suisse, une nouvelle tentative s'avère un succès: près des deux tiers des ouvriers de la Verrerie s'affilient au nouveau syndicat. Les contacts sont tout

de suite tendus entre l'organisation ouvrière qui se bat pour des hausses de salaires mais aussi pour le respect de simples exigences légales (l'affichage des tarifs aux pièces dans les ateliers par exemple) et la direction attachée à une vision paternaliste et surprise de cette émancipation. En 1907, le licenciement d'un ouvrier syndiqué, suite à une bagarre, déclenche une grève, à laquelle la direction répond immédiatement par un lockout. L'usine ferme pendant deux semaines, pendant lesquelles la solidarité ouvrière étonne jusqu'aux journaux bourgeois locaux. Les négociations sont difficiles, mais elles se terminent par la victoire du syndicat qui impose une nouvelle convention de travail. Emporté par leur enthousiasme, les dirigeants syndicaux lancent en juillet 1910 une nouvelle grève pour imposer l'obligation de s'affilier au syndicat. Mal leur en prend: d'une part, il leur est difficile de motiver leurs troupes sur cette revendication plus idéologique que matérielle, d'autre part, la réaction patronale a été sous-estimée: la Verrerie engage des «kroumirs» et continue tant bien que mal la production, ne réembauchant les grévistes qu'après qu'ils ont signé une renonciation à se syndiquer. En octobre, la plupart des grévistes ont repris le chemin de l'usine. Cet échec signifie la fin du syndicat.

Fondé sur une très riche information, tant documentaire qu'iconographique, écrit dans une langue fluide, construit sur un plan thématique clair mais qui, revers de la médaille, exige parfois du lecteur qu'il fasse lui-même certaines corrélations, l'ouvrage de Virginie Balet apporte une contribution nourrissante et solide tant pour l'histoire du mouvement ouvrier en Valais que pour celle de l'industrialisation du canton. Il reste à espérer que

paraissent d'autres monographies de ce type, qui aident peu à peu à compléter un tableau pour l'instant encore très lacunaire.

ALAIN CLAVIEN

**Sabine Christe, Nora Natchkova,
Manon Schick & Céline Schoeni,
*Au foyer de l'inégalité, Lausanne,
Antipodes, 2005, 356 pages.***

Les quatre études présentées dans cet ouvrage montrent les conditions de la recomposition de l'ordre des genres sur le marché du travail helvétique au cours de l'entre-deux-guerres et durant la Seconde Guerre mondiale. Issues de mémoires de licence remaniés, elles interrogent le travail féminin, sa légitimité, les conditions de sa soumission à des discriminations et, pendant la guerre, les caractéristiques de la division sexuelle du travail en période de mobilisation masculine. Ces travaux portent sur une période d'extension du travail des femmes marquée en même temps par un renforcement des discriminations qu'un accès difficile à des syndicats peu sensibles aux droits des ouvrières n'a pas permis de combattre efficacement.

La campagne vaudoise des années trente contre les « doubles salaires » et le travail féminin qualifié était surtout dirigée contre les fonctionnaires, en particulier les institutrices. Céline Schoeni montre que ces discours sur la répartition du travail n'étaient pas neutres et qu'ils consistaient, sous prétexte de dénoncer des salaires cumulés, à confiner la femme dans la sphère privée et familiale. Elle indique que des socialistes défendirent aussi cette position restrictive, à l'image d'un Henri Viret qui considérait que « la femme ne doit pas servir à concurrencer

et à remplacer l'homme sur le marché du travail ». Il s'agissait par là d'empêcher qu'une famille dispose de deux revenus alors qu'une autre n'en aurait aucun. Cette posture révélait bien sûr une conception singulière du statut de la femme au sein de la société et de la famille. Deux tentatives d'éviction des institutrices mariées ont échoué au parlement vaudois. Elles ont toutefois exercé une pression dissuasive constante et donné l'occasion à l'État de diminuer les revenus de ces femmes salariées et de leur imposer un statut encore plus précaire.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, malgré des discours officiels très conservateurs sur leurs fonctions sociales en période de mobilisation, les femmes ont accédé de fait à une série de nouveaux emplois. Nora Natchkova décrit l'émergence, dans ce contexte particulier, d'un « bloc patriarcal », comprenant patronat et syndicats, qui a cherché à limiter les effets de cette évolution. Un Arrêté fédéral d'août 1940 est cité qui stipulait que les engagements qui avaient servi à remplacer les hommes mobilisés pouvaient être résiliés dans les quatre jours. Il fallait alors que les femmes acceptent de retourner à leurs activités précédentes. En outre, la question des limitations légales de l'horaire de travail des femmes a eu des effets ambigus : protecteurs dans un sens, mais prétextes en même temps à justifier des salaires moins élevés. Après la guerre, l'extension de la présence des femmes sur le marché du travail a certes pu se maintenir. Mais elle a perduré dans des secteurs déterminés confirmant l'ordre sexué du travail, avec des exigences salariales nouvelles qui n'ont guère été soutenues par le « bloc patriarcal » et que l'afflux de travailleuses étrangères, surtout dans les

emplois non qualifiés, n'aurait pas favorisées.

L'étude de Manon Schick sur les ouvrières de chez Paillard est basée sur des entretiens avec cinq d'entre elles. La hausse du nombre et de la proportion des femmes travaillant dans l'usine de Sainte-Croix a été comparable à la tendance nationale, mais le nombre d'ouvriers mobilisés proportionnellement supérieur à la moyenne. Les emplois des femmes étaient moins qualifiés et moins rémunérés. À la source de ces discriminations sexuées, on peut évoquer ce constat, sans doute bien dans l'air du temps, publié en 1943 dans la *Revue technique suisse* : «La femme ne s'intéresse pas à la technique, ni aux machines. Elle travaille moins par intérêt pour le travail proprement dit que poussée par d'autres mobiles.» Il apparaît aussi que les femmes ayant quitté l'usine ne l'ont en général pas fait pour changer d'emploi. La plupart d'entre elles, en effet, « étaient célibataires. [Elles] venaient travailler pour pouvoir mettre de côté et se marier ensuite ».

Le récit de deux grèves dans l'horlogerie, à Bienne en 1937 et à Genève en 1946, pour faire appliquer le principe du même salaire pour le même travail, nous montre l'ambiguïté possible de l'action syndicale. Sabine Christe a en effet dû constater l'absence des femmes dans les sources syndicales, alors que la revendication de l'égalité salariale, parfois accompagnée d'une demande de quota limitant le nombre de femmes sur le lieu de travail, menait en réalité aussi à défendre la primauté des hommes. En 1937, des propos du secrétaire syndical René Robert publiés dans *La lutte syndicale* ont fort bien exprimé cette ambiguïté : il fallait en effet, écrivait-il, protéger les ouvrières « contre l'explo-

tation dont elles sont généralement victimes et [défendre] aussi les hommes contre l'envahissement des professions dites masculines et contre la concurrence intenable dont [les femmes] sont l'instrument involontaire ». Cependant, pour la grève de 1946, les comptes rendus de *La Voix ouvrière* indiquent qu'il y avait bien une mobilisation des ouvrières. Elles ont ainsi obtenu une hausse relative de leurs revenus, mais la FOMH a ensuite négocié une limitation de cet emploi féminin pour préserver l'intérêt des pères de famille.

La publication commune de ces quatre études ouvre l'histoire du travail et du mouvement ouvrier à une dimension de genre longtemps négligée. Les situations décrites nous montrent encore une fois les difficultés qu'a éprouvées le mouvement syndical pour défendre les intérêts de tous les travailleurs – hommes et femmes, suisses et immigrés – alors qu'il n'était pas en situation de faire valoir un rapport de force suffisant pour éviter tout renoncement et préserver chaque catégorie. Elles rendent compte d'une tendance séculaire à s'accommoder de mesures discriminatoires qui prétendent protéger les uns en négligeant les autres. Elles nous rappellent ainsi le sens et la nécessité du refus du sexisme et de la xénophobie. Ce qui ne signifie pas pour autant que cette indispensable dimension de genre puisse supplanter celle de classe et jouer un rôle exclusif dans les analyses de l'histoire sociale.

CHARLES HEIMBERG

Thomas David, Bouda Etemad & Janick Marina Schaufelbuehl,
La Suisse et l'esclavage des Noirs,
 Lausanne, Antipodes, 2005, 182 p.

Cette étude stimulante et bien construite nous rappelle que la Suisse ne saurait s'extraire complètement de toute responsabilité historique sur le plan de la domination européenne du monde, de l'esclavagisme et du colonialisme. Certes, les liens révélateurs entre la Suisse et l'esclavagisme qui sont décrits dans cet ouvrage sont de nature privée et n'engagent pas ses autorités. C'est d'ailleurs un élément qui a été fortement souligné par ceux-là mêmes qui, du côté du Conseil fédéral, voulaient absolument éviter d'avoir à payer d'éventuelles réparations.

L'ouvrage est organisé autour de trois thématiques qui constituent les trois aspects essentiels de l'implication suisse dans l'esclavage des Noirs. Celle-ci s'est en effet développée de trois manières différentes : par la participation à la traite négrière de marchands helvétiques, de maisons de commerce et de financiers suisses ; ensuite par une présence dans le système américain de plantation esclavagiste ; enfin, dans un sens tout différent, par un engagement philanthropique pour l'abolition de l'esclavage.

La participation de Suisses à la traite a été tardive et brève. Elle a concerné des Bâlois, des Neuchâtelois et des Genevois dont ce n'était pas forcément l'activité principale. Elle a souvent accompagné des activités liées à la fabrication et à la diffusion des indiennes. Ainsi, cette firme d'indienneurs neuchâtelois, Favre-Petitpierre & Cie, dans une annonce parue dans un journal de Nantes, prévient « messieurs les armateurs pour la traite et les colonies que leurs ateliers étant en

pleine activité, ils fabriquent et fournissent toutes les marchandises pour la traite des Noirs [...] » (cité page 22).

Le séjour du Vaudois Jean-Samuel Guisan au Surinam, puis en Guyane française, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, est aussi intéressant. Il nous a en effet laissé un texte où il explique comment avoir des enfants d'esclaves sains, qui « regarderont toujours leur maître comme un bienfaiteur tendre, qu'ils se seront accoutumés à chérir » (cité page 77). Mais ne nous y trompons pas. Nulle philanthropie dans ces propos. Il s'agissait de savoir comment soumettre ces enfants, il s'agissait de bien les traiter pour qu'ils soient rentables.

On saura gré à ces trois auteurs d'avoir ainsi mis à jour un aspect si occulté de l'histoire des Suisses dans le monde. Le contenu de ce livre est limpide et fourmille d'exemples bien concrets qui montrent l'ampleur de cet engagement helvétique dans l'esclavagisme. Mais le fait qu'on n'en ait rien su, ou presque, pendant des décennies est peut-être le plus révélateur. Un travail d'histoire et de mémoire a été effectué sur la politique de la Suisse dans ses frontières, ou plutôt à ses frontières, face au national-socialisme. Mais un autre travail historique, déjà largement engagé (notamment par rapport à l'Afrique du Sud), devrait vraiment se poursuivre plus systématiquement pour comprendre le système suisse : c'est celui qui concerne la Suisse dans le monde, ses liens d'affaires avec l'étranger, ses succursales, ses capitaux..., cette autre face de la Suisse humanitaire dont nous avons là des prémisses.

CHARLES HEIMBERG

Francesca Corti, *Il mal sottile. I 90 anni della lega polmonare ticinese*, Lugano, Lega polmonare ticinese, 2004, 269 pages.

Cette étude sur l'histoire séculaire de la tuberculose au Tessin est la publication mise à jour d'un mémoire de licence soutenu en 2003 à l'Université de Fribourg. Et le fait qu'elle ait été financée et éditée par la Lega polmonare ticinese ne la réduit pas à une publication jubilaire. Il s'agit bien d'une recherche monographique qui nous parle de la tuberculose, de sa prévention et des manières de la traiter dans le contexte tessinois.

La seconde partie du XIX^e siècle a vu fleurir les sanatoriums pour renforcer la triade « air-repos-alimentation » que la tradition avait retenue pour le traitement des malades. Mais la découverte, en 1882, du bacille de Koch a mis fin dans l'imaginaire social à la vision romantique du mal tuberculeux. La maladie s'est dès lors transformée en un fléau social contagieux qu'il s'agissait de combattre en recourant aux progrès de la médecine. Ce qui n'a vraiment été possible qu'à partir de la fin des années quarante avec l'apparition des antibiotiques.

Au tournant des XIX^e et XX^e siècles, la situation sanitaire du canton du Tessin était plutôt précaire alors que la protection sociale, notamment l'assurance-maladie, était encore inexistante. Les statistiques utilisables en matière de tuberculose ne concernent que la mortalité, celles de la diffusion de la maladie n'étant pas fiables. Alors qu'elle faisait déjà bien des ravages, la tuberculose s'est plus largement diffusée dans le cadre socialement précaire de la Grande Guerre. Mais l'action des organisations antituberculeuses a permis qu'elle recule progressivement durant l'entre-deux-guerres.

Une loi fédérale de 1928 a en outre cherché à mettre fin à l'action de ces charlatans qui diffusaient les idées les plus fantaisistes sur la maladie, sa transmission et son traitement. Cette transition nous fait mieux comprendre l'expression de « mal subtil » que Francesca Corti utilise dans le titre de son ouvrage. Mais la complexité du mal s'est prolongée au-delà de l'apparition des nouveaux traitements comme en ont témoigné les appels ultérieurs à modérer son optimisme compte tenu par exemple des cas de résistance aux antibiotiques.

Les campagnes de prévention contre la tuberculose ont été un vecteur emblématique de la lente genèse d'une politique de santé publique nationale et régionale. Elles ont par exemple inspiré l'édiction de normes d'hygiène pour les écoles et favorisé diverses campagnes d'hygiénisme. Les débats politiques suscités par la nécessité de cette prévention ont parfois mis en jeu la manière de concevoir une société démocratique. Ainsi, en 1949, un référendum a abrogé une loi fédérale qui introduisait une assurance obligatoire contre la tuberculose pour les défavorisés et une obligation de se soumettre régulièrement à une radio de contrôle. Cette dernière mesure, proposée à l'origine par le colonel Eugen Bircher, avait été qualifiée de totalitaire pendant la campagne. Les examens radiographiques allaient toutefois se développer, mais d'une manière volontaire.

La Ligue antituberculeuse tessinoise est née en 1914 pour promouvoir l'information et des mesures de lutte concrètes, en termes d'éducation et de propagande, contre la maladie. Ses activités ont donné lieu à la publication et à la diffusion de nombreux opuscules. On y lisait par exemple que 30% des livres des bibliothèques étaient contagieux à cause de la

mauvaise habitude de tourner les pages avec les doigts humectés de salive, ou que le fait de cracher par terre était un acte immoral. La Ligue a aussi développé un réseau de dispensaires et mis en circulation un camion pour effectuer des examens radiographiques. Dès les années vingt, son œuvre avait été complétée par celle d'une organisation d'assistance à l'enfance.

L'histoire du traitement de la tuberculose a d'abord été marquée, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, par l'apparition et le développement de pavillons spéciaux dans les hôpitaux. Quant aux sanatoriums, ils n'ont pas toujours été accueillis favorablement, l'idée de réserver des endroits idylliques pour des malades contagieux ayant suscité quelques protestations. Les autorités n'en ont pas tenu compte, mais ce genre d'épisodes n'en est pas moins révélateur de l'image inquiétante de la maladie, et des malades, au sein de la population. À Agra, c'est un sanatorium allemand qui a été inauguré en pleine Première Guerre mondiale, ce qui n'a pas manqué de susciter l'inquiétude de ceux qui craignaient sa transformation en nid d'espions. Plus tard, cette institution n'a pas été insensible à l'arrivée de Hitler au pouvoir ; elle a par exemple cessé d'accueillir des juifs. En 1946, son très autoritaire médecin-chef est parvenu de justesse à éviter l'expulsion qui lui avait été signifiée pour ses liens étroits avec le nazisme, mais il n'a plus pu exercer sa profession.

Le Sanatorium de Piotta, dans la région du Gothard, a été le principal établissement tessinois. Il a été racheté au début des années vingt à l'initiative des autorités et avec l'aide d'une vaste souscription populaire destinée à financer le séjour des tuberculeux dans le besoin. Celle-ci a été d'autant plus utile, bien

qu'insuffisante, que les familles pauvres rechignaient à envoyer leurs malades au sanatorium. L'établissement a connu des problèmes de discipline avec certains patients, ainsi que passablement de difficultés, sans doute en raison de son isolement, à recruter du personnel. Il a été fermé dans les années soixante. Dès les années trente, un sanatorium pour enfants tuberculeux a également été ouvert par l'Église catholique.

Le livre de Francesca Corti se termine sur des considérations contemporaines à propos de la résurgence de la maladie. Mais il insiste à juste titre sur le rôle déclencheur que la tuberculose a exercé sur la politique de santé publique tessinoise, autant du point de vue des droits de la population que de celui de ses devoirs, la guérison – grâce aussi à un comportement adéquat – et la non diffusion de la maladie relevant d'un intérêt collectif de la société. Cela dit, il nous décrit aussi les limites de cette politique de santé publique, et les farouches résistances que son développement a dû affronter.

CHARLES HEIMBERG

Reprise. « Un voyage au cœur de la classe ouvrière », un film mis en scène par Hervé Le Roux, avec un plan séquence de 1968 : La reprise du travail aux usines Wonder, Paris, Les Films d'ici, 1997 [DVD : Paris Éditions Montparnasse, 2004].

Reprise, c'est plus de 3 heures d'enquête sur 9 minutes d'un film extraordinaire, une scène emblématique, tournée en continu par de jeunes étudiants de l'Institut des Hautes Études Cinématographiques, le 10 juin 1968, à Saint-Ouen, devant l'usine Wonder. La reprise du

travail venait d'être votée dans une certaine confusion et l'équipe de tournage s'est retrouvée au cœur de l'attroupement, en pleine discussion. Une jeune femme, ouvrière chez Wonder, attire immédiatement l'attention. « Je rentrerai pas là-dedans, crie-t-elle, je rentrerai pas dans cette taule. Allez-y voir, vous, le bordel que c'est. On est dégueulasses jusque-là. On est toutes noires. » Elle est entourée, nous dit-on, par deux représentants de la CGT. Ils lui parlent d'un ton paternaliste du recul de la direction, de la victoire de ceux de Wonder. « C'est par étapes que tu arrives à une victoire définitive. » Mais aussi, « il faut savoir arrêter une grève ». Ils lui égrènent la liste de tout ce qui a été obtenu. Sans la convaincre. Le vote de la reprise a été truqué par la direction. Un jeune homme interpelle les syndicalistes. Il s'en fout des étapes, leur dit-il. « Ils peuvent fermer tout, et c'est terminé. » On lui cloue le bec parce qu'il ne travaille pas chez Wonder. Arrive le chef du personnel qui prie les ouvriers de rentrer dans le calme. La jeune ouvrière proteste à nouveau. Une autre passe en disant qu'elle ne rentrera pas. Une femme, très élégante, rentre. Suivie par des ouvriers.

Quelques semaines plus tard, le cinéaste Jacques Rivette a vu dans ce film « le seul film intéressant sur les événements, le seul vraiment fort [qu'il ait] vu [...], parce que c'est un film terrifiant, qui fait mal. C'est le seul film qui soit un film vraiment révolutionnaire, peut-être parce que c'est un moment où la réalité se transfigure à un tel point qu'elle se met à condenser toute une situation politique en dix minute d'intensité dramatique folle ».

Dans les *Cahiers du cinéma* de mai 1981, Serge Daney et Serge Le Peron ont écrit que « ce petit film, c'est la scène primitive du cinéma militant, *La sortie*

des usines Lumière à l'envers. C'est un moment miraculeux dans l'histoire du cinéma direct. La révolte spontanée, à fleur de peau, c'est ce que le cinéma militant s'acharnera à refaire, à mimer, à retrouver. En vain ».

Reprenant le dossier près de trente ans plus tard, Hervé Le Roux nous propose une enquête dans laquelle il a retrouvé la plupart des personnages que l'on voit sur la séquence, et d'autres acteurs de l'époque. Son documentaire est une suite d'entretiens avec eux, chacun réagissant au visionnement de ce film oublié. Pierre Guyot, l'homme à la cravate dans le film, n'était pas de la CGT. Il était conseiller municipal communiste. C'est le fils de Raymond Guyot, un important dirigeant communiste. Mais le plus important, c'est qu'il raconte tout autre chose, son refus d'obéir à la guerre d'Algérie et la prison qui suivit. Maurice Bruneau, le vrai cégétiste, se souvient lui d'avoir été agacé par ces jeunes qui filmaient. Ces deux-là, qui entouraient la jeune ouvrière, persistent et signent. Ils n'ont rien renié. Ils se souviennent aussi de la fille. Ils disent tous les deux qu'elle est finalement rentrée. Il y a encore Poulou, le jeune gauchiste. À l'époque, c'était un lycéen de seize ans, maoïste. Il se rappelle avoir été prudent, pour ne pas trop se dévoiler. Il a l'air d'avoir pris beaucoup plus de distance avec cette époque.

D'autres personnages apparaissent au fil de l'enquête de Le Roux. Mlle Marguerite, par exemple, devenue première ouvrière, ne veut pas parler de ce que tous les autres ont évoqué : c'est elle qui a frappé Bernard Tapie avec un parapluie au moment de la crise des usines Wonder qui allait déboucher sur leur fermeture. Certains racontent l'horreur de l'atelier de noir, des charbonniers, sans doute celui qu'évoquait la

jeune ouvrière. Ils se souviennent de l'encadrement, de cette horrible Madame Campin que l'on voit rentrer toute élégante dans l'usine. On croise aussi des « couples Wonder », ceux qui se sont rencontrés à l'usine. C'est toute une identité ouvrière qui s'exprime, de 1968 à 1995, nous rappelant ainsi qu'elle était aussi partie prenante des années 68.

Au cours du documentaire, on ne cesse de visionner à nouveau la séquence de 1968, mais elle apparaît chaque fois comme enrichie d'une profondeur nouvelle. Des visages sont reconnus, ils sont devenus les personnages d'une mémoire ouvrière réactivée, le vrai sujet du film. Quant à la fameuse jeune fille, on apprend qu'elle s'appelait Jocelyne. Mais Le Roux ne l'a pas retrouvée.

CHARLES HEIMBERG

Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles et Paris, Éditions Complexe et Monde Diplomatique, 2005, 251 pages

Faire de Mai 68 une aimable révolte culturelle de jeunes gens voulant faire évoluer leur mode de vie, comme le suggère aujourd'hui la vulgate dominante, c'est passer sous silence les cibles idéologiques de ce mouvement, le capitalisme, l'impérialisme (en pleine contestation de la guerre du Vietnam) et le gaullisme. En outre, réduire Mai 68 au mois de mai parisien, c'est mettre de côté à la fois les travailleurs en grève dans les faubourgs et les agitations de province, y compris rurales, qui ont eu des répercussions importantes dans l'histoire de France ultérieure.

Par ses affirmations, l'ouvrage de Kristin Ross bouscule les idées reçues. Il est ainsi un encouragement bienvenu à

faire de Mai 68 un véritable objet d'histoire sans le désincarner. Inscrivant 68 dans la moyenne durée, il rappelle la proximité des événements algériens et la violence policière qui s'était déjà déchaînée sur les trottoirs parisiens (17 octobre 1961, Charonne l'année suivante). Il remet aussi la figure de l'ouvrier au cœur du processus : « À bientôt, j'espère », disait l'un d'entre eux dans un film de Chris Marker portant ce titre, diffusé par l'ORTF en février 1968 et consacré à une grève.

Si le mouvement de Mai n'a pas pris le pouvoir, ce n'est pas parce que cela ne l'intéressait pas, mais parce qu'il a mis l'accent, à la base, sur des formes nouvelles de démocratie. La principale d'entre elles, le Comité d'action, même si ses protagonistes n'avaient sans doute pas lu Rosa Luxemburg, pourrait être qualifié de luxemburgienne plutôt que de spontanéiste ou d'antiautoritaire, nous dit K. Ross. Elle nous invite aussi, en revoyant les films de l'époque, à prendre au sérieux la soif de culture et la découverte du monde social par des étudiants dont la bonne humeur n'avait pas forcément la frivolité qu'on lui prête aujourd'hui.

L'ouvrage est autant, si ce n'est davantage, une histoire de ce qu'est devenue l'image de Mai qu'une histoire de Mai lui-même. Il fait par exemple un parallèle révélateur entre l'évolution du quotidien *Libération*, assez vite devenu, par la voie d'une prétendue professionnalisation, le porte-parole de l'image dominante du mouvement de Mai, et des expériences sans suite de revues radicales, comme par exemple *Les révoltes logiques* publiant « Les lauriers de Mai », un beau dossier consacré aux dix ans de Mai 68 et qui contrastait fortement avec ce qu'en disaient alors des « nouveaux philosophes » très médiatisés.

Les sources des *vies ultérieures* de Mai ne proviennent pas des auteurs les plus connus. Kristin Ross cite par exemple le film *Reprise* d'Hervé Le Roux (voir ci-dessus). Elle évoque encore des auteurs comme Élisabeth Salvaresi (*Mai en héritage*, Paris, Syros, 1988), Nicolas Daum (*Des révolutionnaires dans un village parisien*, Paris, Londeys, 1988) ou, passant par le roman policier, Jean-François Vilar (*C'est toujours les autres qui meurent*, Arles, Actes Sud, 1997).

À ces récits qui surent rendre compte du plaisir éprouvé dans l'émulation des années 68, elle oppose les commémorations médiatiques lugubres, en particulier celle de 1988 au cours de laquelle Bernard Kouchner, animateur de ce *Procès de mai* (diffusé sur la première chaîne le 22 mai 1988), fit mine d'avoir découvert après coup la misère du monde et le Tiers-Monde. Cet exemple devait en appeler bien d'autres, les intellectuels parisiens les plus diffusés ne cessant d'étaler leurs renoncements. Hervé Hamon et Patrick Rotman, de leur côté, l'ont transformé en une *Génération* (en deux tomes, Paris, Seuil, 1987 et 1988), réduisant Mai 68 à un tableau de famille, avec ses personnalités toutes parisiennes. Mais, encore une fois, le recours à des concepts comme la « jeunesse » ou la « génération » se révèle un outil de dépolitisation et de décontextualisation de l'analyse du mouvement de Mai.

Étonnamment, Kristin Ross laisse entendre qu'elle a privilégié l'examen des documents de toute nature qui ont été produits à l'époque, et ultérieurement, plutôt que des témoignages qui auraient été trop conditionnés par l'esprit du temps actuel face à Mai 68. Elle ne cite donc que quelques témoignages publiés qui sont en décalage avec le discours dominant. Mais on peut se demander si

elle ne s'est pas laissée elle-même influencer par ces quelques personnalités médiatisées devenues en effet des emblèmes de ce Mai revisité ; et s'il ne serait pas utile, dans les recherches à venir, de collecter des corpus de témoignages provenant des acteurs de lieux négligés ou oubliés de Mai 68. Avec les recherches et les témoignages présentés dans ce volume des *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, et avec tous ceux qui devraient suivre, il est en tout cas à souhaiter que cette vision des anciens acteurs de Mai comme ayant tous été récupérés par le pouvoir et happés par les orientations idéologiques dominantes du temps présent puisse être clairement réinterrogée.

CHARLES HEIMBERG

Stéfanie Prezioso, *Itinerario di un « figlio del 1914 »*. Fernando Schiavetti dalla trincea all'antifascismo, Manduria-Bari-Roma, Piero Lacaita Editore, 2004, 394 + XII p.

Issu d'une thèse de doctorat, l'ouvrage de Stéfanie Prezioso est une étude biographique d'un antifasciste italien. Mais il est aussi plus que cela. N'étant pas la biographie militante que Fernando Schiavetti aurait lui-même souhaitée, c'est-à-dire un récit lisse et linéaire centré pour l'essentiel sur la période antifasciste, il prend la peine d'interroger les faits, et les contradictions, de cet itinéraire, en particulier autour de la Première Guerre mondiale.

Ces années de souffrance marquent en effet une rupture fondamentale pour toute l'histoire contemporaine. L'espérance internationaliste du mouvement ouvrier ayant volé en éclats, la guerre moderne, issue du déchaînement des nationalismes, s'est imposée aux masses

sous la forme d'une vaste expérience traumatique. Cette violence effroyable a été le résultat d'une brutalisation par le haut. Mais en Italie, pays un qui n'est pas tout de suite entré en guerre, certains ont cru très sincèrement à une fonction régénératrice possible de la participation au conflit.

Comme le suggèrent le titre et le sous-titre de cet ouvrage, le jeune Schiavetti, dès lors qu'il fut confronté à la question de la guerre, y a vu d'emblée une occasion de renverser la monarchie italienne et de remettre son pays sur une voie de développement et de progrès. « Fils rebelle de 1914 » ? Avant d'exprimer des doutes sur une intervention italienne dans la guerre qui aurait pu renforcer le régime en place, puis de s'y rallier très activement une fois prise la décision de mai 1915, ce militant républicain s'était déjà engagé, dès l'été 1914, en France, comme combattant volontaire. Il l'avait fait à l'insu de ses parents et son père, ancien militaire et fonctionnaire fidèle à l'État italien quel qu'il fût, avait très mal réagi.

Schiavetti a fait la guerre dès 1915. Une correspondance régulière avec sa très jeune fiancée nous rend compte de cette expérience durant laquelle il deviendra officier. Il a été blessé en 1917 et c'est de son lit d'hôpital qu'il a appris le désastre de Caporetto. Il est devenu ensuite un fervent propagandiste de la guerre et du patriotisme. Il est ressorti de cette expérience avec le sentiment d'être un véritable élu du destin à qui revenait le devoir de faire connaître et de mettre en valeur l'expérience de la guerre. Mais comment allait-il s'orienter dans cette Italie tourmentée de l'immédiat après-guerre ?

« Nous, nous venons de la tranchée », c'est sous ce titre que Schiavetti publia, début 1919, un article dans *Il Popolo d'Italia*, le journal belliqueux de Musso-

lini. Les difficultés matérielles de son retour à la vie civile et le sentiment d'une victoire italienne mutilée auraient pu, au même titre que quelques d'autres, le pousser à poursuivre cette collaboration. Il retourna pourtant très vite au Parti républicain pour y faire valoir son expérience de la guerre sans adhérer aux revendications nationalistes outrancières des fasci et du futur Duce. Son statut de combattant l'aida probablement à devenir rapidement le secrétaire national de son parti.

Pendant deux ans, jusqu'à l'arrivée de Mussolini au pouvoir, Schiavetti a défendu une ligne clairement antifasciste au sein du parti républicain, y compris en s'affrontant à des courants qui allaient finalement converger vers le fascisme. Cette période d'incertitude quant aux orientations des uns et des autres, même si elle a été assez vite « résolue » pour beaucoup par l'explosion des violences fascistes, se révèle particulièrement intéressante. Ainsi, le parti de Schiavetti pouvait certes aspirer à s'ouvrir au potentiel révolutionnaire du prolétariat, mais une telle perspective se profilait pour lui dans une perspective interclassiste plutôt que de lutte des classes.

La nomination de Mussolini comme président du Conseil constitua évidemment une défaite pour Schiavetti, qui dut renoncer à son poste de secrétaire. Mais il prit ensuite la direction du quotidien *La Voce repubblicana* où il poursuivit son combat antifasciste pendant les quelques années de l'instauration et de la consolidation de la dictature fasciste. Dès 1927, il dut s'exiler en France où il suivit un parcours politique assez chaotique. Il vécut à Zurich dès 1931.

Le livre de Stéfanie Prezioso porte surtout sur les premières années italiennes du parcours public de Schiavetti

et la genèse de son antifascisme. Il met notamment en lumière deux aspects importants. Tout d'abord, l'expérience fondamentale de la guerre et des tranchées pour une génération d'Italiens qui dut choisir brutalement entre le fascisme et l'antifascisme, quitte à rompre avec son milieu d'origine comme Schiavetti a dû le faire avec son père. Puis l'expérience de l'exil, dont il nous est montré brièvement qu'elle avait elle aussi débouché, pour Schiavetti, sur un retour rendu difficile par le fait de n'avoir pas vu évoluer la société italienne entre-temps.

Reste un regret. Le parcours de Schiavetti brasse plusieurs pays et cultures. Il a notamment dû passer une quinzaine d'années en Suisse. Mais surtout, cette énigme des « fils de 1914 », qui nous ramène à celle de la Grande Guerre, de ses acteurs et de ses conséquences idéologiques et culturelles, revêt une portée au moins européenne, si ce n'est universelle, du point de vue de notre compréhension de l'histoire contemporaine. Elle concerne cet « interventionnisme » italien par lequel de jeunes intellectuels, certes minoritaires, ont appelé leur pays à faire une guerre qui allait inaugurer le XX^e siècle et ses horreurs dans l'espoir de le faire sortir de ses archaïsmes. L'Italie a ainsi joué, du point de vue de l'histoire contemporaine, un rôle de laboratoire qui reste trop méconnu. Dès lors, l'itinéraire de Fernando Schiavetti, antifasciste exilé après avoir investi la guerre comme levier de la transformation politique et sociale de son pays, paraît d'autant plus intéressant. Il est donc dommage que cette thèse soutenue à l'Université de Lausanne n'ait trouvé qu'un éditeur italien pour être publiée dans la seule langue de Dante.

CHARLES HEIMBERG

Danielle Tartakowsky, *La part du rêve. Histoire du 1^{er} Mai en France*, Paris, Hachette Littératures, 2005, 333 p.

Fine connaisseuse de l'histoire des manifestations en France, Danielle Tartakowsky nous livre ici une étude centrée sur les 1^{er} Mai. Elle se déploie dans la longue durée et interroge la dimension symbolique, et les dynamiques d'espérance, de cette persistance inattendue des 1^{er} Mai qui furent successivement mythiques, souverains et fériés.

Au temps des journées mythiques, on a d'abord hésité entre la revendication et la fête, entre le simple rassemblement et la journée de grève. Mais les marqueurs de classe sont rapidement apparus pour donner son sens à la journée, et surtout pour gérer la concurrence entre les différentes organisations. Quand on a évoqué le 1^{er} Mai à l'époque, la métaphore religieuse était volontiers convoquée : il fallait, disait-on, une religion pour le peuple ; celle d'hier, c'était le christianisme ; celle de demain, autour des 8 heures et de l'Égalité, ce sera le socialisme. L'historienne observe toutefois un changement de régime d'historicité dès les années vingt : la quête d'un avenir meilleur a été supplantée par le rappel un peu nostalgique d'un temps qui n'était pas menacé par les périls des fascismes.

Avec le Front populaire est venu le temps de la souveraineté. La rue n'est plus seulement prise à l'arraché, elle est conquise et sonorisée. Mais ce caractère officiel et gouvernemental a inquiété une CGT qui voulait s'en tenir à une journée syndicale. Par la suite, cette officialité est devenue plus problématique encore, Pétain ayant décrété la journée du travail, du muguet, du chef... L'image du 1^{er} Mai était désormais troublée. Mais ce symbole a été utilisé plus tard par la

Résistance, en réaction à la récupération du Maréchal, ce qui a bien sûr contribué à sa survie après-guerre. À tel point qu'il est devenu jour férié.

Installés dans cette sorte d'officialité, les 1^{er} Mai ont dû rapidement affronter une décrue de la mobilisation et d'importantes divisions au niveau des organisations, et de leur pluralité de plus en plus affirmée au niveau des syndicats. La journée des travailleurs a été régulièrement marquée par l'actualité, des luttes anticoloniales par exemple, ou d'une élection prochaine. Le Premier Mai 1968 a été foisonnant, prélude à des cortèges parisiens rassemblant enfin plusieurs grands syndicats. Mais que dire de celui de 1969 dont la manifestation principale a été annulée au dernier moment par des organisateurs qui craignaient des troubles ? Les années 1970 ont ensuite été celles des défilés unitaires, ce qui a bien changé depuis lors. Mais qu'en a-t-il été du sens de ces 1^{er} Mai ? À l'évidence, ils ont manqué de lieux de mémoires et leurs symboles ont vu leur signification s'estomper. Et leur situation plus récente est à l'image de celle des mouvements sociaux : en quête d'un renouvellement et d'un nouveau trend.

L'histoire narrée par Danielle Tartakowski rend compte d'une complexité qui correspond à celle des structures et des organisations de la gauche française. Mais sa description ne s'y est pas enfermée et a su nous évoquer les espoirs, les rêves, les rapports au temps de ces acteurs. On regrettera cependant de ne pas trouver la moindre iconographie dans un livre qui nous parle si bien, justement, des images de ces espoirs et de ces rêves.

CHARLES HEIMBERG

À tire d'ailes, Contributions de H. U. Jost à une histoire critique de la Suisse, Lausanne, Antipodes, 2005, 611 p.

Ce volume regroupe un choix d'articles d'Hans Ulrich Jost autour de l'histoire de la Suisse. L'ouvrage est publié à l'occasion du départ à la retraite de l'auteur. Et cet hommage plus que mérité met à la disposition du public francophone un corpus de textes qui étaient disséminés, parfois inédits en français et difficiles d'accès. Il rend compte d'un regard historique riche et clairvoyant, mais surtout sans complaisance, sur la Suisse contemporaine, ses mythes identitaires et ses contradictions.

L'ouvrage est construit en six thèmes de recherche, introduits chacun par un spécialiste associé à cet hommage scientifique et amical : *Esthétique et espace bourgeois* (Michael Löwy) ; *Sociabilité et faits associatifs* (Christophe Charle) ; *La Suisse, son historiographie et ses intellectuels* (Bernard Comment) ; *Histoire et culture politiques* (Peter Utz) ; *État, société et économie* (Jean-Yves Mollier) ; *La Suisse et ses relations extérieures* (Judit Garamvölgyi).

Les commentaires qui introduisent les articles sont brefs mais souvent précieux parce qu'ils rendent leur contexte aux contributions afin de bien mettre en évidence la posture historiographique qui a constamment marqué les travaux de l'auteur. Par exemple, à propos de la mythologie nationale, il est relevé qu'un article sur la politique culturelle suisse des années 40 avait été sa seule contribution, critique et indirecte, aux commémorations de 1991 parce qu'il n'avait pas voulu renforcer leur impact en participant à des ouvrages collectifs.

L'importance du chapitre « Menace et repliement (1914-1945) » de la *Nouvelle*

histoire de la Suisse et des Suisses est soulignée à plusieurs reprises, et à juste titre. Cette période bornée par les deux conflits mondiaux a été marquée par la genèse et le triomphe du régime national-socialiste. En Suisse, elle a été caractérisée à la fois par une crispation identitaire autour du concept de Défense spirituelle et des formes de complaisance à l'égard des fascismes environnants. Sans même parler d'une collaboration économique largement maintenue et développée. Dans les années 80, les travaux de Jost, en particulier ce chapitre, ont été contestés avec force par des milieux conservateurs souhaitant pérenniser la chape de plomb posée sur cette page noire du passé helvétique. À l'époque, il leur opposait déjà sa rigueur et la vaste étendue de ses connaissances. Désormais, après les travaux de la Commission indépendante d'experts (ledit rapport Bergier), la vision critique qu'il prônait depuis longtemps avec d'autres ne peut plus être balayée aussi légèrement, même si les résistances aveugles perdurent.

Il n'est pas possible de rendre compte en quelques lignes de la grande diversité des 36 articles qui ont été rassemblés. Toutefois, quelques éléments méritent une mention particulière parce qu'ils montrent comment l'auteur manie la pensée historique pour donner davantage de sens aux faits du passé. Ainsi, le croisement des notions d'espace public (typiquement masculin) et de genre permet à Hans Ulrich Jost de renouveler notre perception de la sociabilité bourgeoise en Suisse, l'intervention des femmes brouillant la séparation des espaces public et privé. La fondation de l'État fédéral a certes suivi une courte crise, le Sonderbund. Mais l'auteur nous propose de la mettre en relation avec la pensée économique dominante en la

situant au cœur d'un long XIX^e siècle. Autre aspect révélateur, son analyse de la grève générale de 1918 restitue toute sa vigueur à la réaction bourgeoise qu'elle provoqua mais insiste aussi sur les temporalités de l'événement et la pertinence de le percevoir dans la longue durée.

Les travaux d'Hans Ulrich Jost portent également sur les élites helvétiques et sur la pensée économique. Il s'intéresse à l'idéologie et au mode d'organisation des milieux dominants, ceux-là mêmes qui, en Suisse, ont par exemple fait preuve de réticence envers les statistiques pour laisser croire à la petitesse d'une économie et d'une place financière dont le poids réel a été d'emblée bien supérieur à la taille du pays. Dans une synthèse inédite de l'histoire de l'économie helvétique, il montre l'importance des liens commerciaux et financiers tissés très tôt avec l'économie-monde et la manière dont la structure politique s'est mise au service de la sphère économique. Ainsi, l'histoire de la Suisse dont Jost se fait le promoteur n'est pas enfermée dans ses frontières et appelle une dimension européenne, si ce n'est mondiale. La politique de neutralité, toute malléable qu'elle fut, a largement été une construction liée à des paramètres extérieurs. Elle a relevé d'une série d'accommodements à des contraintes externes. L'apport des historiens ne peut donc être que biaisé s'il ne donne à voir que de prétendues spécificités nationales. En définitive, l'auteur nous propose des mises en perspective spatiales et temporelles, sur des échelles plus vastes. Il nous incite à mettre en relation toutes les sphères de l'histoire des sociétés humaines, l'économique, le social, le culturel ou le politique ne pouvant se comprendre isolément.

La liste des cours donnés par Hans Ulrich Jost à l'Université de Lausanne,

complétée par celle des recherches qu'il a dirigées, nous est fournie en fin de volume et fait écho aux thématiques qui ont marqué son itinéraire intellectuel et ses publications scientifiques. Enfin, l'hommage rend compte de ses interventions dans la cité pour la transmission de l'histoire. En témoignent notamment ses nombreux articles de presse et une activité éditoriale qui a permis de faire connaître une série de travaux d'étudiants ou de colloques : un usage public soutenu, mais d'une histoire exigeante !

CHARLES HEIMBERG

**Ettore Cella-Dezza, *Nonna Adele*,
suivi de *L'Epée de Damoclès* ;
Lausanne, Ed. d'en bas, 2005, 216 p.**

Au temps des années mouvementées dont parle ce cahier, qui n'est pas allé à une réunion au Cooperativo, le restaurant mythique de la gauche zurichoise ? Ettore Cella, homme de théâtre et passeur de cultures, mort en 2004, a reconstitué l'histoire de sa famille vue par la Nonna Adele, une institutrice « bien comme il faut » de Reggio Emilia, qui rejoint ses fils dans la Zurich ouvrière de 1909.

Elle n'y comprend pas grand-chose, la Nonna, à ces enterrements civils et à ces

couples non mariés, à ces gens de passage, à ces arrestations, à ces épiciers boycottés. L'enfant Ettore non plus, qui écoute subrepticement les conciliabules familiaux et politiques depuis son lit. Mais à la lecture de ce texte où tant de niveaux s'imbriquent, où les protagonistes racontent et commentent ce qu'ils ont entendu rapporter, c'est une tranche d'histoire de la vie ouvrière et du mouvement socialiste et antifasciste qui nous devient plus proche. L'introduction d'Anne Cuneo et la traduction d'Ursula Gaillard y sont pour beaucoup.

Dans la deuxième partie du livre, Ettore Cella donne la parole à son père Enrico, un des fondateurs du Cooperativo et rédacteur du journal socialiste *L'Avvenire dei Lavoratori*. Le ton change, le récit se fait plus linéaire, plus explicite. On y voit passer Mussolini, Bertoni, Brecht, Silone, des espions, des soldats, des camarades ; on écoute Radio Beromünster tout en regardant sans cesse vers l'Italie, on résiste aux expulsions, on accueille les réfugiés...

Près de cinquante ans après l'arrivée d'Enrico Dezza et de ses frères en Suisse, en 1904, le retour en Italie est enfin possible sans danger, le fascisme balayé ; c'est alors, aussi, que la famille Dezza décide de s'établir définitivement en Suisse.

MARIANNE ENCKELL

L'ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER (AEHMO) a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, de conférences, d'expositions, de publications.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés : partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives... sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier.

Elle recueille et conserve des documents de toute nature, textes manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, etc., concernant l'histoire du mouvement ouvrier. Ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne ; ils peuvent être consultés par les chercheurs et les personnes intéressées en s'adressant au Département des manuscrits, BCU, 1015 Lausanne-Dorigny.

En adhérant à l'Association (25 francs pour les membres individuels, 100 fr. pour les membres collectifs, y compris la livraison du Cahier annuel), en la soutenant financièrement, en lui confiant les documents que vous détenez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.

Dans ce numéro :

Olivier Pavillon, *La Nouvelle Gauche en Suisse romande, des années 60 au milieu des années 90 : un essai de mise en perspective*

Michelle Zancarini-Fournel, 1968, Temps et espaces

Pierre Jeanneret, Le Mouvement démocratique des étudiants

André Rauber, La Jeunesse Libre

Ursula Gaillard, « N'arrêtons pas de lutter, la vie entière est à changer »

Michel Busch, Mao et le pandore

Pauline Milani, *Horizons Féminins*

Michel Buenzod, Contre l'armement atomique de l'armée suisse

Emmanuel Gogniat, Résistance jurassienne à l'armée

Marianne Enckell, « Franco assassin ! »

Lucien Scherrer, La propagande en guise de lutte armée

Francesco Neri et Gabriele Rossi, Au Tessin, il fait chaud

Charles Heimberg, Bel-Air dans l'œil du cyclone

Michel Busch, « Au fond... à gauche ? »

Patrick Auderset et Alessia Fondrini, Un patrimoine à préserver

Chroniques et compte rendus

AEHMO, case postale 5278, 1002 Lausanne

Diffusion en librairie :
Editions d'en bas,
12 rue du Tunnel, 1005 Lausanne
25 francs suisses

ISBN 2-8290-0325-X

